

L'éducation à la sexualité fait sa rentrée des classes

L'année scolaire se fera sous le signe de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Le programme se veut prometteur mais soulève quelques questions.

Trois séances obligatoires dans l'année, de la petite section à la terminale et un programme détaillé par tranche d'âge. L'Evars (pour « éduquer à la vie affective, relationnelle et à la sexualité ») voit le jour vingt-quatre ans après la loi – du 4 juillet 2001 – qui en posait les bases mais sans jamais fournir de trame précise. C'est désormais chose faite avec un document très dense délivré par le ministère de l'Éducation nationale. Un pas en avant salué par les spécialistes du sujet. « Il n'y avait pas de détails sur ce qu'on pouvait proposer et à quel âge. Là, on a un programme très intéressant, très fourni sur le papier », avance Maëlle Challan-Belval, présidente de l'organisme Comitys, spécialisé dans l'éducation affective et sexuelle.

Les élèves en maternelle et en élémentaire aborderont essentiellement les questions portant sur le corps et le consentement, tandis que les collégiens parleront puberté puis sexualité à partir de la 4^e. La protection de l'intimité, l'homophobie, le genre mais aussi les violences sexuelles seront des thèmes réservés au lycée. Le programme a été « élaboré par des spécialistes de l'éducation, de la santé et de la jeunesse », rappelait la ministre de l'Éducation nationale Élisabeth Borne dans *Le Parisien*.

« Il manquait une intention politique »

« Jusqu'ici, on avait la loi mais pas les outils. Il manquait une intention politique », note Quitterie Chadeaux, autrice du podcast *La Chose étrange* sur l'éducation à la vie relationnelle, émotionnelle et sexuelle par et pour les jeunes. Son regret : que le sujet « polarise autant de fake news » et ait nécessité des ajustements, notamment sur les questions de genre, pour répondre aux inquiétudes. Quant aux enseignants, « ils ont la pression sur les enseignements fondamentaux comme les maths ou le français, j'espère qu'ils ne se sentiront pas démunis ».

À cette question, le ministère répond que beaucoup ont déjà été formés sur le sujet depuis 2001. Dans le cadre du nouveau programme, une session de nouvelles formations a été organisée durant le second trimestre 2025. « Mais attention, on n'est pas ici dans une posture "descendante" »



Les séances en école primaire seront dédiées au corps et au consentement. La sexualité ne sera abordée qu'au collège à partir de la classe de 4^e. (Photo archives NR, Sébastien Gaudard)

où on transmet un savoir. On pousse plutôt à réfléchir, à se questionner, à se connaître », rappelle Quitterie Chadeaux.

Développer l'estime de soi

Car ces ateliers restent essentiels. Mis en place par le gouvernement pour sensibiliser les élèves et lutter contre les violences faites aux mineurs, ils permettent aussi aux jeunes de prendre confiance en eux et trouver des réponses ailleurs que sur Internet. « C'est très intéressant d'avoir inclus la dimension relationnelle dans le programme. Celui-ci développe l'estime de soi, la place dans le groupe ou comment se positionner en amitié », liste Maëlle Challan-Belval.

Une manière de répondre, aussi, aux opposants à ce programme, inquiets de voir les enseignants parler de sexe à leurs jeunes en-

fants. « Je pense qu'il y a finalement peu de personnes qui sont vraiment contre, mais elles parlent très fort », déplore Quitterie Chadeaux. Au point d'avoir une levée de boucliers, comme durant les ABCD de l'égalité ? « J'ai envie de croire que tout ça va être maintenu. Sur le terrain, on poursuit le travail de sensibilisation et petit à petit, on avance. »

Exigences et oppositions

Pour Maëlle Challan-Belval, « le combat est déjà gagné ». Si certains parents témoignent de leur inquiétude, « ils ont raison d'être exigeants : parler de ces sujets, ça ne s'improvise pas ». La faute aussi à un mauvais pilotage de la loi depuis plus de vingt ans dans les établissements scolaires. « Quelque part, ça ne peut que nous servir. On va être, je pense, plus rigoureux, plus adéquats

dans le choix de nos outils. Et en aucun cas, c'est un programme qui efface les parents : ils restent les premiers éducateurs de leurs enfants. »

Élisabeth Borne, elle, assurait auprès du *Parisien* avoir demandé « qu'il y ait, dans chaque établissement et à chaque niveau, une réunion avec les parents d'élèves en début d'année ». L'occasion « de lever toutes les fausses nouvelles qui peuvent circuler sur ce programme et de rassurer les parents ».

Plusieurs études ont déjà montré en quoi l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle est un outil efficace pour protéger les jeunes, prévenir les comportements violents et améliorer leur santé mentale. Sans jamais entraîner une précocité des rapports sexuels : au contraire, l'éducation à la sexualité a tendance à repousser l'âge du premier rapport (1). En Suède, où ce type de cours est déjà bien implanté, les grossesses précoces et les IVG chez les mineurs sont deux à trois fois moins nombreuses qu'en France (2). Par ailleurs, 90 % des jeunes Suédois disent comprendre le consentement, contre 70 % seulement en France.

Margaux Malinge

(1) Études menées par l'Unesco et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
(2) Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), « Les interruptions volontaires de grossesse en 2020 ».

» édit

Règles



Par Olivier Pirot

Le Rassemblement national a tenu lundi un bureau politique pour se préparer à une éventuelle dissolution. Marine Le Pen et Jordan Bardella, qui ont déjà acté le fait qu'ils voteront contre la confiance à François Bayrou, font désormais le pari qu'Emmanuel Macron sera forcé d'appeler à de nouvelles élections législatives. Et sûrement qu'ils contribueront, dans l'hémicycle, à les précipiter. Aujourd'hui, les sondages placent le parti créé par Jean-Marie Le Pen en position de force. Surtout, ses cadres misent sur un effritement voire un effondrement du front républicain qui avait permis à des candidats du NFP ou du bloc central de devenir députés face à des candidats RN au second tour. En cas de groupe renforcé à l'Assemblée nationale, le RN peut même espérer faire franchir le Rubicon du cordon sanitaire à une partie d'élus de droite, comme l'a fait Éric Ciotti en 2024. Les déchirements actuels de la gauche peuvent aussi être perçus comme une opportunité supplémentaire. Cependant, le risque que de nouvelles élections législatives se terminent par la constitution de trois blocs (gauche, central et extrême droite) de tailles différentes mais sans majorité claire est très élevé. Et un passage à la proportionnelle avant une nouvelle dissolution ne semble pas être à même de régler tous les problèmes de gouvernance. Selon la projection faite par Contexte après les législatives de 2024, aucune majorité claire ne se dégagerait. Néanmoins, instaurer de nouvelles règles du jeu pourrait forcer les partis à discuter et négocier en amont un accord de gouvernement, voire s'entendre sur un budget. Une vraie révolution.

aujourd'hui

> 80^e anniversaire de la capitulation du Japon mettant fin à la Seconde Guerre mondiale.
> La Cour suprême du Brésil commence à débattre du jugement à l'égard de l'ancien président **Jair Bolsonaro**, poursuivi pour tentative de coup d'État.
> Visite du ministre des Outremer **Manuel Valls à Mayotte**.

sur lanr.fr

Plusieurs fromages contaminés à l'E. coli et vendus en France font l'objet d'un rappel